



**CCI AIX MARSEILLE
PROVENCE**

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Groupement de commandes

**Fourniture d'accès à des contenus de presse numérique et
réalisation de panorama de presse numérique**

N° 26-M-S3W-001

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Coordonnateur du groupement de commandes

Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence

Palais de la Bourse

9 La Canebière

CS21856

13221 MARSEILLE Cedex 01

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 – Estimation financière	5
1.4 - Type d'accord-cadre.....	5
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.6 - Conditions d'attribution de la sous-traitance	6
1.7 - Réalisation de prestations similaires	7
2 - Pièces contractuelles	7
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
4 - Protection des données à caractère personnel.....	7
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	7
4.2 - Obligations du titulaire	7
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	8
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	8
4.2.3 - Exercice des droits des personnes	8
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	8
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	9
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	9
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données	9
4.2.8 - Sort des données	9
4.2.9 - Délégué à la protection des données	9
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement	10
4.2.11 - Documentation	10
4.3 - Obligations de l'acheteur	10
6 - Durée et délais d'exécution	10
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	10
6.2 - Durée du contrat.....	10
6.3 - Reconduction	10
7 - Prix	11
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
7.2 – Redevance des droits d'auteur	11
7.3 - Modalités de variation des prix	11
7.4 - Paliers de révision	12
7.5 - Clause butoir	12
7.6 Clause de sauvegarde	12
7.7 Changement d'indice	12
8 - Garanties Financières.....	12
9 - Avance.....	12
10 - Modalités de règlement des comptes	13
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	13
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	13
10.3 - Délai global de paiement	14
10.4 - Paiement des cotraitants.....	15
10.5 - Paiement des sous-traitants	15

11 - Conditions d'exécution des prestations.....	15
12 - Constatation de l'exécution des prestations	16
12.1 - Vérifications	16
12.2 - Décision après vérification.....	16
13 - Garantie des prestations.....	16
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	16
15 – Pénalités	16
15.1 – Pénalités de retard	16
15.2 – Pénalités spécifiques	17
15.3 - Pénalité pour travail dissimulé	17
16 - Assurances	17
17 - Résiliation du contrat.....	18
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	18
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18
18 - Règlement des litiges et langues	18
19 - Dérogations.....	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne **la fourniture d'accès à des contenus de presse numérique et réalisation de panorama de presse numérique pour les besoins du groupement.**

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

Membres du groupement de commande :

- **Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence (CCIAMP)**
Palais de la Bourse
CS 21856
13221 Marseille Cedex 01
Adresse Internet : <http://www.cciamp.com>
- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur (CCI NCA)**
20, Boulevard Carabacel
06005 Nice Cedex 1
Adresse Internet : <http://www.cote-azur.cci.fr/>
- **Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCI Var)**
Avenue Marechal Leclerc
83000 Toulon
Adresse Internet : <http://www.var.cci.fr/>
- **Chambre de Commerce et d'Industrie de région Provence Alpes Côte d'Azur (CCIR PACA)**
8, rue Neuve Saint-Martin
CS 81880
13221 Marseille Cedex 01
Adresse Internet : <http://www.paca.cci.fr/>

Chaque membre du groupement émettra les bons de commande, sur la base des conditions définies dans le présent accord-cadre et devra suivre l'exécution de la prestation.

Coordonnateur du groupement de commandes :

Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence (CCIAMP)

Il aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre.

Lieu(x) d'exécution :

Bouches-du-Rhône (hors circonscription d'Arles), Alpes Maritimes, Var

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : l'objet du présent contrat ne permet pas d'identifier des prestations dissociables au risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.3 – Estimation financière

Membre du groupement	Estimation annuelle en € HT	Estimation sur la durée totale (4 ans) en € HT
CCI Aix-Marseille-Provence	20 000 € HT	80 000 € HT
CCI Nice Côte d'Azur	18 000 € HT	72 000 € HT
CCI du Var	2 000 € HT	8 000 € HT
CCI de région Provence Alpes Côte d'Azur	6 000 € HT	24 000 € HT
TOTAL du groupement	46 000 € HT	184 000 € HT

1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre mono attributaire est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique par membre du groupement :

Membre du groupement	Seuil maximum annuel en € HT
CCI Aix-Marseille-Provence	40 000 € HT
CCI Nice Côte d'Azur	36 000 € HT
CCI du Var	4 000 € HT
CCI de région Provence Alpes Côte d'Azur	12 000 € HT
TOTAL du groupement	92 000 € HT

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

La justification de l'écart entre l'estimation et le montant maximum annuel s'explique par la nécessité d'anticiper des pics ou des évolutions à la hausse (notamment au cours des prochaines élections des CCI en octobre 2027 ou autre événement marquant pour chaque membre du groupement) et ainsi garantir la flexibilité et la continuité des prestations tout en disposant d'une marge de manœuvre pour faire face à ces besoins supplémentaires ou imprévus.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date, le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les lieux d'exécution des prestations ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) conformément au CCTP ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de chaque membre du groupement peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur exécution peut courir au-delà du terme de l'accord-cadre durant un délai de 2 mois maximum.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Conformément à l'article 3.7.3 du CCAG-FCS, le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

1.6 - Conditions d'attribution de la sous-traitance

1. Autorisation et conditions générales

Le titulaire du marché est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties des prestations prévues dans le cadre du marché, sous réserve de l'acceptation préalable de chaque sous-traitant par le maître d'ouvrage et de l'agrément des conditions de paiement. Cette acceptation et cet agrément doivent être formalisés par un acte spécial (formulaire DC4) signé par le titulaire et le maître d'ouvrage, conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

2. Procédure de déclaration et agrément des sous-traitants

a) **Avant la notification du marché** : La signature du marché vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant la notification et agrément de leurs conditions de paiement.

b) **Après la notification du marché** : Toute demande d'acceptation de sous-traitants introduite après la notification du marché doit être adressée au maître d'ouvrage au moins 21 jours avant l'intervention prévue. Cette demande doit inclure les documents suivants :

- Formulaire DC4 dûment complété et signé, mentionnant la nature des prestations sous-traitées, les conditions de paiement, et les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.
- Formulaire DC2, décrivant les moyens techniques, humains et financiers du sous-traitant.
- Extrait Kbis de moins de trois mois.
- Attestations de régularité fiscale et sociale.
- Attestation d'assurance responsabilité civile et décennale en cours de validité.
- Déclaration sur l'honneur relative à la lutte contre le travail illégal et la fraude au détachement.
- Liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail en France, accompagnée des copies des autorisations de travail.

3. Responsabilité du titulaire

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché, y compris celles confiées à ses sous-traitants. En cas de défaillance du sous-traitant, le titulaire est tenu de remédier aux manquements contractuels et d'assumer les conséquences de ces défaillances sans intervention du maître d'ouvrage.

4. Paiement des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants est effectué directement par le maître d'ouvrage pour les prestations d'un montant supérieur à 600 € TTC, sous réserve de l'agrément des conditions de paiement. Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au maître d'ouvrage et au titulaire, en respectant les modalités prévues dans le contrat. Le titulaire doit valider ou refuser la demande dans un délai de 15 jours. En cas d'accord, le maître d'ouvrage procède au paiement dans un délai de 30 jours.

5. Sous-traitance indirecte

Un sous-traitant direct ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qui lui ont été confiées sans l'acceptation préalable du maître d'ouvrage et l'agrément des conditions de paiement. Ces démarches doivent être effectuées par l'intermédiaire du titulaire, et l'exécution des prestations par le sous-traitant indirect ne peut débuter avant l'acceptation formelle par le maître d'ouvrage.

6. Obligations de confidentialité

Le titulaire est tenu de garantir que ses sous-traitants respectent les obligations de confidentialité et de sécurité imposées par le marché. Toute divulgation non autorisée d'informations confidentielles par un sous-traitant peut entraîner la résiliation du marché pour faute.

1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La « Pièce financière » nommée BPGF-BPU-DQE relatif aux éléments financiers comportant 2 onglets :
 - Le bordereau de prix global et forfaitaire (BPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU) nommé « BPGF & BPU »
 - Le détail quantitatif estimatif (DQE) nommé « DQE »
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse technique (CRT) justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution des prestations
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est celui de la durée du marché.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,

- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@cciamp.com

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen d'un mail.

Le Titulaire s'engage à notifier à la CCIAMP toute violation de données par email à l'adresse dpo@cciamp.com dès que possible et au maximum dans un délai de vingt-quatre (24) heures.

La notification devra décrire la nature de la violation de données y compris les catégories et le nombre de Personnes concernées, le nom de la personne en charge du traitement concerné, les conséquences de la violation de données, les mesures prises pour y remédier, ainsi que le calendrier envisagé pour les mettre en œuvre, en limiter les conséquences, et en prévenir la récurrence.

Le Titulaire s'engage à rechercher l'origine de la violation de données et à mettre en place toutes mesures correctives afin d'y mettre un terme et d'en limiter les conséquences et la récurrence. Le Titulaire s'engage également à assister la CCIAMP dans la mise en œuvre des notifications éventuellement nécessaires auprès des autorités compétentes et/ou des Personnes concernées.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes :

Conformément à l'article R 2184-13 du Code de la commande publique, les données traitées dans le cadre de ce marché seront conservées pendant une durée minimale de cinq ans.

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 7 avril 2026.

6.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans à compter du 7 avril 2026.

Les délais d'exécution des prestations ou de remise de livrables sont fixés dans le CCTP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit de façon expresse jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 90 jours avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre ; la reconduction de l'accord-cadre est considérée comme refusée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau du prix global et forfaitaire (BPGF) et par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU), selon les stipulations de l'article 4 de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent tous les frais techniques, toutes les taxes et les frais afférents nécessaires à la parfaite exécution des prestations. Tous les frais autres et annexes à la réalisation des présentes prestations sont à la charge exclusive du titulaire.

7.2 – Redevance des droits d'auteur

Dans le cas où le titulaire possède une convention avec les éditeurs, tel que précisée dans son offre, le titulaire aura à sa charge toute redevance et frais liés aux droits d'auteurs, sans que ces derniers ne puissent faire l'objet d'une quelconque facturation.

Dans le cas, où les frais d'auteurs ne sont pas inclus dans l'offre du titulaire, ces derniers seront directement réglés par les membres du groupement auprès du Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie (C.F.C.).

7.3 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **mars 2026** ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire du marché, suivant les modalités fixées ci-dessous.

L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du présent marché est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Information, communication (NAF rév. 2 section J) – Base 100 en décembre 2008 – **Identifiant 001565192**.

La révision annuelle est effectuée par application aux prix d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = (0,60 + 0,40 \times (In / Io))$$

*prix initial

dans laquelle Io et In sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et n, la valeur de l'indice du trimestre précédent la révision.

Avec :

- **In** = moyenne provisoire ou définitive des trois derniers mois connus de l'indice INSEE
- **Io** = valeur initiale de l'indice INSEE (mois de remise de l'offre)

Les prix révisés ne pourront porter que sur des prestations postérieures à la date de révision.
Les prix des prestations ainsi révisés seront fermes et invariables pour une durée d'un an.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un indice antérieur à celui qui doit être appliqué ; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

Arrondis :

Lors de la mise en œuvre de la formule d'actualisation ou de révision de prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale suivante est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les prix du marché seront révisés à l'issue de chaque période de validité. Les 3 derniers mois connus retenus pour chaque révision seront les mois précédents le mois au cours duquel commence la nouvelle période de validité. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période de validité concernée.

7.4 - Paliers de révision

Les prix ne sont révisables qu'à partir d'une augmentation ou d'une baisse du prix révisé (P année N) égale ou supérieure à 1 % par rapport au prix consécutif à la dernière révision pratiquée (P année N-1).

7.5 - Clause butoir

Dans le cas d'une augmentation ou d'une baisse du prix révisé (P année N) inférieure ou égale à 3 % par rapport au prix consécutif à la dernière révision pratiquée (P année N-1), la révision de prix sera pratiquée telle que calculée.

Dans le cas d'une augmentation ou d'une baisse du prix révisé (P année N) supérieure à 3 % par rapport au prix consécutif à la dernière révision pratiquée (P année N-1), la révision de prix sera plafonnée à 3 %.

7.6 Clause de sauvegarde

La hausse des prix résultant de leur ajustement ne peut être supérieure à 8 % des prix unitaires du marché au jour de sa notification sur la durée totale du marché, reconduction comprise. Si la hausse excède 8 %, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, par dérogation à l'article 43.5 du CCAG-FCS.

7.7 Changement d'indice

En cas de disparition d'un des indices, tout indice analogue ou qui lui serait substitué sera appliqué après accord du titulaire.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs




Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, **le prestataire a obligation d'adresser ses factures sous forme électronique**, au travers de la plateforme **Chorus Pro** : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les demandes de paiement seront adressées à l'établissement concerné par la prestation :

Établissements	Adresses de facturation								
CCIAMP	<p>Les factures seront libellées à l'adresse suivante :</p> <p>CCIAMP 9 La Canebière Palais de la Bourse CS21856 13221 Marseille cedex 01</p> <p>Et seront <u>déposées sur ChorusPro</u> :</p> <table><tr><td></td><td><u>Référence facture électronique</u></td></tr><tr><td>N° de SIRET</td><td>181.300.021.00019</td></tr><tr><td>N° du bon de commande (n° d'engagement)</td><td>BCxxxxxxxxx</td></tr><tr><td>Code service</td><td>Néant</td></tr></table>		<u>Référence facture électronique</u>	N° de SIRET	181.300.021.00019	N° du bon de commande (n° d'engagement)	BCxxxxxxxxx	Code service	Néant
	<u>Référence facture électronique</u>								
N° de SIRET	181.300.021.00019								
N° du bon de commande (n° d'engagement)	BCxxxxxxxxx								
Code service	Néant								
CCI Nice Côte d'Azur	<p>Les factures seront libellées à l'adresse suivante :</p> <p>CCI Nice Côte d'Azur Cabinet du Président 20 boulevard Carabacel – BP1259 06005 Nice Cedex 1</p> <p>Et seront <u>déposées sur ChorusPro</u> :</p> <p>Pour le dépôt de la facture sur Chorus</p> <p>Identifiant structure : 18060001700016</p> <p>Code service : SG</p>								
CCI du Var	<p>Les factures seront libellées à l'adresse suivante :</p> <p>CCI du Var 236, boulevard Maréchal Leclerc CS 90008 83107 Toulon Cedex</p>								

	Et seront <u>déposées sur ChorusPro</u> : Identifiant structure : 188 300 016 00014
CCI régionale PACA	Les factures seront libellées à l'adresse suivante : CCI Provence-Alpes-Côte d'Azur 8 rue Neuve Saint Martin CS 81880 13221 Marseille cedex 1 Et seront <u>déposées sur ChorusPro</u> : Identifiant structure : 18130001300040 Raison sociale : CCI REGION PROVENCE ALPES COTE DAZUR MARSEILLE 1

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures conformes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir :

- Il en informe sans délai le représentant du membre concerné et prend toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Il propose au représentant du membre concerné un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.
Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 15 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite

à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant/acte modificatif.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées selon les dispositions du CCTP.

En l'absence d'indications notées dans le CCTP, les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de vérification signalée par le titulaire, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues au CCTP et, en l'absence de ces dernières, à l'article 29 du CCAG-PFCS.

13 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est appliqué à ce contrat.

15 – Pénalités

15.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS, chaque membre du groupement se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de **100 % du montant des prestations non assurées** en cas de non-respect par le titulaire de la date dans l'exécution des prestations. En ce cas, le membre concerné devra informer le titulaire, par courrier et e-mail (mise en demeure) de la carence constatée. En l'absence d'une justification fournie **sous un délai de huit jours**, et ne correspondant pas à un cas de force majeure, le membre du groupement concerné sera en droit d'opérer sur la facture au titre de laquelle la carence a été constatée, une retenue dans les conditions fixées ci-avant.

Le montant des pénalités pouvant être infligé au prestataire n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

15.2 – Pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour défaut de livraison des panoramas	Forfaitaire	100,00 €	Le taux de livraison des panoramas se calculera individuellement pour chaque CCI. A partir du second panorama non délivré dans le même mois, une pénalité de 100 euros sera appliquée.
Pénalités pour défaut de mise à disposition des articles et du site dédié	Journalière	100,00 €	Le taux de disponibilité journalière et/ou de retard de mise à disposition des articles ne doit pas être inférieur à 98 % annuellement. En deçà de ce taux, le groupement se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 100 €/jour d'indisponibilité. Ce taux de disponibilité et/ou retard de mise à disposition des articles seront calculé en jours ouvrés de 8h00 à 18h00. Toute interruption de plus de deux heures consécutives sera considérée comme une indisponibilité journalière.
Pénalités de retard et défaillance du fournisseur	Forfaitaire	100,0 %	Lorsque le prestataire ne se conforme pas aux dispositions du marché, le membre du groupement concerné le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui lui est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Si le prestataire n'a pas déféré à la mise en demeure, la résiliation du marché peut être décidée aux frais et risques du prestataire. En cas de résiliation aux frais et risques du prestataire, il est passé un marché avec un autre prestataire pour l'achèvement des prestations. Le décompte général du marché résilié ne sera notifié au prestataire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

15.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Cette attestation sera déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CCI Aix Marseille Provence à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr>.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié au pouvoir adjudicateur chaque année pendant la durée de l'accord-cadre : le titulaire devra spontanément déposer une copie de l'attestation d'assurance sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CCI Aix Marseille Provence à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr> et ce au maximum un mois après l'échéance de la police en question,

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Marseille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Fournitures Courantes et Services